

DELEGATION DE POUVOIRS

De : Monsieur Stéphane RICHARD,
agissant en qualité de Président-directeur général de France Télécom,

Ci-après dénommé « le Délégrant »

A la : Directrice exécutive Orange France

Ci-après dénommée « la Délégataire »

Compte-tenu de la taille de France Télécom (ci-après « France Télécom » ou « la Société »), de ses multiples implantations géographiques, ainsi que de la diversité des activités qui y sont développées, le Délégrant entend déléguer ses pouvoirs à la Délégataire dans les conditions fixées ci-après.

En sa qualité de membre du Comité exécutif de France Télécom, et conformément aux fonctions qui lui sont imparties, la Délégataire dispose des pouvoirs nécessaires pour engager France Télécom et prendre les mesures appropriées afin de faire assurer et de veiller au respect des dispositions légales et réglementaires et des règles administratives ou des usages applicables tant en France qu'à l'étranger, dans les domaines suivants :

I. DOMAINE DES POUVOIRS DELEGUES ET MOYENS DELEGUES

La présente énumération n'est aucunement limitative des obligations de la Délégataire et cette dernière devra plus généralement prendre les mesures nécessaires pour assurer et veiller au respect des dispositions légales, réglementaires et administratives ou usages et procédures internes applicables aux activités placées sous sa responsabilité.

La Délégataire déclare connaître les textes en vigueur dans les domaines qui lui sont délégués, ainsi que les sanctions pénales applicables en cas de leur non respect.

Afin de lui permettre d'exercer ses fonctions, la Délégataire dispose des moyens, de l'autorité et des compétences nécessaires, notamment techniques et juridiques, pour assurer pleinement ses responsabilités.

La Délégataire peut, notamment, représenter France Télécom et signer tous documents au nom de France Télécom dans les limites des pouvoirs qui lui sont conférés.

Plus généralement, la Délégataire dispose de l'indépendance et de l'autonomie nécessaires pour organiser l'ensemble des moyens de sa Direction dans le cadre des objectifs généraux de l'entreprise et des objectifs budgétaires annuels et doit prendre toutes les mesures pour veiller à l'accomplissement de ses missions et s'assurer que ces mesures soient effectivement respectées.

Si, dans l'exercice de ses missions, la Délégate a la connaissance d'un fait susceptible d'entraîner un risque eu égard à la réglementation applicable, elle devra prendre tous les moyens appropriés pour prévenir ou circonscrire ce risque.

En conséquence, et compte tenu du niveau de responsabilité et de qualification de la Délégate, le Délégrant lui délègue ses pouvoirs de contrôle, de direction et de discipline, en vue d'assurer l'entier accomplissement des obligations susvisées.

Le cas échéant et si la Délégate le juge nécessaire, elle pourra bénéficier à tout moment de l'aide des experts internes de France Télécom, ainsi que des conseils externes de ces derniers.

Il est également convenu que la Délégate veillera à suivre toute formation qu'elle jugera utile afin de lui permettre d'approfondir ses connaissances dans les domaines ci-dessous délégués.

Il est rappelé à la Délégate que cette délégation de pouvoirs emporte transfert de responsabilités et qu'en conséquence, sa responsabilité personnelle et notamment pénale se trouvera engagée, sous réserve des dispositions du point II ci-dessous intitulé « Recours aux subdélégations » et ce, en cas d'infraction aux prescriptions dont il doit assurer le respect, que ces infractions soient commises par elle-même ou par un membre du personnel placé sous sa responsabilité.

Le Délégrant se réserve la faculté de suspendre ou de retirer à tout moment les pouvoirs délégués par la présente.

En conséquence de quoi le Délégrant donne pouvoir :

1. - DANS LE DOMAINE FINANCIER

Elle est autorisée à signer au nom de France Télécom tous les actes liés aux opérations de cessions, acquisitions et dispositions de titres de participations dont le montant est inférieur à 20 millions d'euros, et ce sous réserve du respect des règles de gouvernance du Groupe applicables aux dites opérations.

2. - DANS LE DOMAINE ACHATS DE BIENS (hors immobilier) ET DE PRESTATIONS DE SERVICES

Dans ses domaines de compétence, la Délégate doit veiller au respect de la politique d'achat de France Télécom (notamment au respect des procédures d'achat) et de toutes les dispositions légales et réglementaires et des règles administratives ou des usages applicables tant en France qu'à l'étranger (notamment au regard du droit de la concurrence, du droit social et dans le domaine environnemental). Elle bénéficie de l'assistance technique de la Direction des Achats du Groupe.

La Délégate reçoit délégation, dans ses domaines de compétence, pour :

- Signer au nom de France Télécom tous contrats, commandes ou conventions (hors prestations de conseil juridique de la compétence exclusive du Secrétaire Général)
 - Sans limite de montant dans les domaines couverts par des contrats cadres¹ ;
 - Dans la limite de 50 000 euros par contrat dans les domaines non couverts par des contrats cadres², avec faculté de subdéléguer limitée à un montant de 15 000 euros ;

¹ Un contrat-cadre est un contrat passé auprès de fournisseurs référencés sans engagement sur un volume de commandes physiques et/ou financier. Le contrat-cadre prévoit les conditions générales communes de contractualisation et fixe généralement les prix unitaires pour l'acquisition de biens mobiliers et services.

² Les contrats non couverts par des contrats-cadres sont des contrats relatifs à un projet spécifique (R et D, etc. ...), ou des contrats pour un besoin non récurrent. Pour de faibles montants, ils peuvent prendre la forme de contrats simplifiés ou de bons de commande.

- pour les prestations de Conseil³:
 - dans la limite de 100 000 euros par contrat ;
 - pour les prestations d'un montant supérieur à 100 000 euros par contrat, la co-signature du Directeur exécutif en charge des Achats du Groupe est requise ;
 La faculté de subdéléguer en matière de Conseil est limitée à un montant de 50 000 euros et sera assortie d'une obligation pour le subdélégué de rendre compte sur la mission concernée.
- Valider les demandes d'achat saisies dans le système d'information ainsi que les engagements de dépenses correspondants ;
- Établir la liste des habilitations pour valider les demandes d'achats et les engagements de dépenses correspondants, dans le respect des procédures de passation des commandes⁴ ;
- Vérifier la conformité à la commande des biens et prestations livrés ;
- Donner le bon à payer et certifier les factures correspondantes.

Elle a également, dans ses domaines de compétence, pouvoir pour signer au nom de France Télécom les conventions avec les collectivités locales ou organismes publics, les conventions avec les filiales, et certifier les factures correspondantes.

3. - DANS LES DOMAINES DE FOURNITURE DE PRESTATIONS DE SERVICES, VENTES DE BIENS MOBILIERS ET COMMUNICATION COMMERCIALE

Dans ses domaines de compétence, et le cas échéant dans le périmètre géographique qui lui est confié, la Déléguée devra prendre l'ensemble des mesures appropriées, afin d'assurer le respect des dispositions légales et réglementaires, des règles administratives ou des usages applicables ainsi que des règles de gouvernance du Groupe. Dans ce cadre, le cas échéant, elle doit élaborer la stratégie promotionnelle et la stratégie des ventes des produits et services de France Télécom ainsi que la mise en œuvre d'un plan d'action de promotion des ventes et définir les conditions de vente des produits et services de France Télécom.

Elle a également en charge l'élaboration et la gestion de la politique de communication commerciale, dans le respect de la stratégie de communication commerciale du Groupe, ainsi que de la gestion des actions promotionnelles et publicitaires, afin de faire assurer et de veiller au respect des dispositions légales et réglementaires et des règles administratives ou des usages applicables sur le périmètre qui lui est confié au sein du Groupe.

Dans ses domaines de compétence et dans le périmètre géographique qui lui est confié, la Déléguée devra prendre l'ensemble des mesures appropriées, afin d'assurer le respect des dispositions légales et réglementaires, des règles administratives ou des usages applicables, de la politique nationale tarifaire et de communication commerciale de France Télécom, ainsi que de toutes les réglementations applicables dans ce domaine, notamment au regard de la concurrence.

La Déléguée a pouvoir pour :

- négocier et signer toute convention ou contrat commercial dans ses domaines de compétence ;
- signer tout contrat ou acte d'aliénation à titre onéreux (vente, échange) ou gracieux de biens mobiliers dans ses domaines de compétence ;
- signer toute décision de désinvestissements d'un bien (mise au rebut, cession etc.) dans ses domaines de compétence ;
- effectuer la facturation et le recouvrement des créances commerciales et autres créances ;

³ Les prestations de conseil sont définies comme étant les prestations de conseil en stratégie, en organisation et méthodes, en marketing, en finances, en ressources humaines et en système d'information ainsi que les études de marché.

⁴ Dans le cas de transmission des commandes aux fournisseurs par Échanges de Données Informatiques (EDI), il n'y a pas d'émission de commande papier, la validation 2 dans le SI Achats déclenche l'envoi de la commande aux fournisseurs par EDI et l'engagement de dépenses.

- effectuer toute refacturation de produits et modification ou abandons de créances.
- dans le cadre des procédures soumises au code des marchés publics ou à des dispositions législatives ou réglementaires imposant une procédure de consultation, signer l'ensemble des documents d'appel d'offres, la soumission des offres et, de manière générale, tous documents échangés au cours de la procédure de sélection et la signature de l'ensemble des pièces du contrat ou du marché attribué au Titulaire, ainsi que leurs avenants.

4. - DANS LE DOMAINE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

La Délégataire doit prendre l'ensemble des mesures appropriées afin d'assurer le respect de la politique applicable à France Télécom, ainsi que le respect des dispositions légales et réglementaires et des règles administratives ou des usages applicables en France en matière sociale, en particulier dans les domaines de l'embauche et du recrutement, du recours au travail temporaire, du droit disciplinaire, de la formation professionnelle, de la durée du travail et des relations avec l'Administration du Travail.

Elle a la responsabilité de la gestion des salariés de droit privé relevant de son autorité ou appartenant à des entités qui lui sont rattachées dans le cadre législatif et réglementaire applicable (embauche, rémunération, licenciement, gestion des prestations de services et de sous-traitance dans leur domaine de compétence, ...) et dans les conditions fixées ci-après :

TYPE D'ACTES	SEUIL
Embauche et promotion (y compris les modalités de sélection)	A à G
Contrat individuel d'ACO et ses avenants (C.D.D., C.D.I. etc.)	A à G
Mutation et affectation	A à G
Convention de détachement et mise à disposition	A à G
Suspension de fonctions	A à G
Toutes ruptures de contrats de travail (licenciements etc.)	A à G
Discipline : toutes sanctions	A à G
Rédaction et signature de transaction	A à G
Temps partiel et cessation progressive d'activité	A à G
Congés de toute nature (accidents du travail etc.)	A à G
Continuité de service : désignation en cas de grève	A à G
Appréciation	A à G
Rémunération	A à G
Indemnités, frais professionnels, heures supplémentaires	A à G
Prestations sociales, aides et secours	A à G
Charges sociales : oppositions et retenues sur rémunérations (remboursements, prêts etc.)	A à G
Remises gracieuses au personnel sur créances paye et indemnités, aides exceptionnelles	A à G dans la limite de 3050 €

La Délégataire a, dans ses délégations et les moyens mis à sa disposition, pour rôle de coordonner avec les autres Délégataires les mesures et modalités de mobilité, mutation, déploiement, reclassement

entre les différentes directions et établissements de France Télécom, dans le respect des principes rappelés ci-dessus.

Le délégataire a également en charge la négociation avec les instances représentatives du personnel des accords locaux d'entreprises et la rédaction des règlements intérieurs.

Outre les délégations précitées en matière de Gestion des Ressources Humaines, la Délégataire est investie de la responsabilité de la mise en place, du fonctionnement régulier et de la gestion des institutions représentatives des personnels de France Télécom rattachés à son périmètre et ce, dans le respect des prescriptions légales et réglementaires et de celles de la convention collective applicable et des accords collectifs d'entreprise.

5. - DANS LES DOMAINES HYGIENE ET SECURITE

La Délégataire dispose de l'autorité, de la compétence et des moyens nécessaires afin d'assurer le respect des dispositions légales et réglementaires, des règles administratives, des règles internes de l'entreprise ou des usages applicables tant en France qu'à l'étranger en matière des procédures Hygiène et Sécurité par les salariés de ses divisions/directions et des autres directions et intervenants extérieurs amenés à intervenir dans les locaux des entités qui lui sont rattachées et sur les chantiers placés sous sa responsabilité.

La Délégataire prend la responsabilité de la définition des règles et des procédures en matière d'hygiène et de sécurité du personnel et des tiers au sein des locaux et chantiers des entités qui lui sont rattachés ainsi que de leur mise en œuvre, et ce dans le respect de toutes les prescriptions légales, réglementaires ou conventionnelles et dans le respect des dispositions propres à l'entreprise en matière d'hygiène et de sécurité. Elle doit définir les plans de prévention applicables au personnel extérieur.

Dans ce cadre et dans le respect des règles et lois applicables en la matière, les Délégataires doivent définir pour son périmètre, les normes de prévention par métier.

En cas de refus d'obéissance par un salarié ou un intervenant extérieur, la Délégataire doit en informer sans délai le supérieur hiérarchique du salarié récalcitrant, soit au sein de la division/direction concernée, soit au sein de l'entreprise prestataire s'il s'agit d'un intervenant extérieur, afin que celui-ci prenne les mesures qui s'imposent.

Si dans l'exercice de ses missions, la Délégataire a la connaissance d'un fait susceptible d'entraîner un risque quelconque pour la sécurité des personnes ou des biens, elle doit prendre tous les moyens appropriés pour prévenir ou circonscrire ce risque et ont tous pouvoirs pour faire procéder aux travaux urgents (c'est-à-dire de nature à empêcher la survenance ou à réduire l'importance du risque) de sa propre initiative.

6. - DANS LE DOMAINE IMMOBILIER

La Délégataire a en charge la réalisation des travaux de petit entretien des locaux occupés par les personnels de son périmètre.

A ce titre, elle doit faire respecter les lois et réglementation en matière environnementale et d'urbanisme, ainsi que les lois et réglementation en matière d'Hygiène et Sécurité pour le personnel et le public.

La Délégataire peut prendre à bail pour les petites surfaces techniques et les implantations d'antennes et prendre à bail à l'étranger dans la limite de 15 000 € par mois et par opération.

7. - DANS LES DOMAINES JURIDIQUE, CONTENTIEUX ET ASSURANCES

La Délégitaire peut, dans ses domaines de compétence, ester et représenter en justice France Télécom, en matière de contentieux de recouvrement, de procédure collective, de dommages aux personnes et aux biens placés sous leur responsabilité et de dommages aux réseaux⁵, devant toute juridiction de première instance.

En cas d'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire d'un débiteur, dans ses domaines de compétence, elle peut prendre part à toutes les assemblées ou délibérations des créanciers, et doit déclarer, produire et affirmer toute créance, faire toutes remises de dettes et abandons de créances.

Il lui est également donné pouvoir de signer tout accord de confidentialité n'entraînant pas d'engagement financier pour France Télécom.

8. - DANS LE DOMAINE SYSTEMES D'INFORMATION

La Délégitaire doit prendre toutes mesures appropriées afin d'assurer le respect des dispositions légales et réglementaires et des règles administratives ou des usages applicables tant en France qu'à l'étranger en matière de réglementation relative à la collecte et au traitement des informations nominatives, notamment l'interdiction de collecter, sans l'accord exprès des personnes, des informations dites sensibles, et d'information des clients sur la gestion des informations données notamment sur le droit d'accès de rectification et d'opposition des informations les concernant.

Elle doit prendre toutes précautions utiles pour préserver la sécurité et la confidentialité des informations et notamment éviter que celles-ci ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des tiers non-autorisés.

D'une manière générale, elle doit assurer le respect de la vie privée des clients et prendre toute précaution utile pour que le traitement de données nominatives concernant les clients n'ait pas pour effet de porter atteinte à leur vie privée.

La Délégitaire doit saisir la Direction Juridique de France Télécom pour l'ensemble des formalités relatives aux déclarations CNIL.

Elle doit veiller au respect, durant toute la durée de vie des bases de données, de la finalité, du traitement indiqué dans les déclarations faites à la CNIL, et de façon générale garantir la confidentialité des informations relatives aux personnes physiques ou morales, notamment au regard de la loi Informatique et Libertés.

9. - DANS LE DOMAINE ENVIRONNEMENTAL

Dans ses domaines de compétence, la Délégitaire doit prendre les mesures appropriées afin d'assurer le respect des dispositions légales et réglementaires, des règles administratives, des usages applicables ainsi que des dispositions propres à l'entreprise tant en France qu'à l'étranger en vigueur en matière environnementale et du cadre de vie, notamment, sans que cette liste soit exhaustive, en matière de gestions des sites, des implantations de câbles et des antennes.

⁵ Ne concerne que les dépôts de plainte simple après information systématique de la Direction Juridique : les dépôts de plainte avec constitution de partie civile impliquent l'avis préalable et obligatoire de cette même Direction.

De même, elle doit prendre les mesures appropriées afin d'assurer le respect des dispositions précitées notamment en matière de santé, de protection de l'air, de l'atmosphère et de l'eau, de protection de la faune et la flore, et notamment la réglementation sur les produits toxiques et ce au regard des évolutions éventuelles de la réglementation et des prescriptions des autorités administratives.

10. ORGANISATION

La Délégitaire a en charge :

- la définition de l'organisation générale de sa direction, après avis du Président-directeur général ;
- la définition des principes d'organisation des entités composant sa direction ;
- la création, modification, suppression des unités opérationnelles ou pôles des entités rattachées à sa direction.

II. RECOURS AUX SUBDELEGATIONS

Sauf avis contraire du Délégitant, la Délégitaire peut sous-déléguer une partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs préposé(s) placé(s) sous sa direction et pourvu(s) de la compétence, de l'autorité et des moyens nécessaires à l'accomplissement de leur mission, et ce, dans les conditions et modalités organisées par France Télécom dans le cadre de sa politique de délégation de pouvoirs.

*
* *

Cette délégation annule et remplace les délégations de pouvoirs précédemment consenties par le Délégitant à la Délégitaire. En cas de départ ou de changement de fonction de la Délégitaire, la délégation qui lui a été consentie prendra fin automatiquement.

Fait à Paris, le 1^{er} mars 2011

Le Président-directeur général



Stéphane RICHARD

**ACCEPTATION DE LA CONFIRMATION DE LA DELEGATION DE POUVOIRS ET DE
SIGNATURE CONSENTIE PAR LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL
DE FRANCE TELECOM**

De : Madame Delphine ERNOTTE

Agissant en qualité de Directrice Exécutive Orange France, (ci-après « la Délégate »)

A : Monsieur Stéphane RICHARD

Agissant en qualité de Président-directeur général de France Télécom (ci-après « le Délégué »),

➤ **MODALITES DE L'ACCEPTATION**

En sa qualité de Directrice Exécutive Orange France de France Télécom, la Délégate accepte la délégation qui lui a été consentie par acte du Délégué en date du 1er mars 2011 et déclare disposer des pouvoirs, de l'autonomie et des compétences nécessaires pour veiller au respect de la réglementation applicable dans les domaines qui lui ont été délégués aux termes dudit acte.

La Délégate déclare connaître les dispositions légales et réglementaires, ainsi que les règles administratives ou les usages applicables tant en France qu'à l'étranger, en vigueur dans les domaines qui lui ont été délégués, ainsi que les sanctions pénales applicables en cas de non respect de ces règles.

La Délégate déclare connaître les règles et procédures internes applicables au Groupe, telles que notamment la Charte de déontologie et les documents y afférents et s'engage à les respecter et à les porter à la connaissance du personnel placé sous sa responsabilité.

Cette délégation de pouvoirs emporte transfert de responsabilités et, en conséquence, la responsabilité pénale personnelle de la Délégate se trouvera engagée en cas d'infractions aux prescriptions dont elle doit assurer le respect, que les infractions soient commises par elle-même ou par un membre du personnel placé sous sa responsabilité.

En outre, la responsabilité pénale éventuelle de France Télécom n'exclut pas la mise en œuvre de sa responsabilité personnelle.

Il lui appartient de prendre toutes les mesures en conséquence et de s'assurer qu'elles sont effectivement respectées.

➤ **RECOURS AUX SUBDELEGATIONS**

Par ailleurs, compte tenu de sa fonction, la Délégate prend note de la possibilité de sous-déléguer une partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs préposé(s) placé(s) sous sa direction et pourvu(s) de la compétence, de l'autorité et des moyens nécessaires à l'accomplissement de cette mission, et ce, dans le respect des conditions et modalités organisées par France Télécom dans le cadre de sa politique de délégation de pouvoirs.

Fait à Paris, le 02/03/2011

Signature du Délégué

